CEB INFO
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE
N°1 - 2016
Trimestriel / Quarterly



1956-2016

60 ans de solidarité européenne

60 years of European solidarity

Sommaire

Édito du Gouverneur 3

Dates clés dans l'histoire de la CEB 4

Évolution de notre mission 6

Activité prêts/projets 8

Microcrédit : un financement accessible aux entrepreneurs 8

Financer un toit pour les "exilés de l'intérieur" en Bosnie-Herzégovine 10

Allemagne : investir dans le logement abordable 12

Aider le secteur associatif en France 14

Actualités 16

Approbation de projets à fin mars
La CEB et Adoma
Rolf Wenzel réélu Gouverneur de la CEB

La CEB et la BEI accueillent la réunion des banques multilatérales de développement sur l'intégrité du secteur privé 18

Activités financières et de gestion des risques 20

Émissions de la CEB au 31 mars

Du nouveau à la CEB 22

Agenda : Principaux événements à venir
Brèves
Publications

Crédits photos : Creative-idea, Richard Ash, AnjoKanFotografie, microStart, dekadi, svet110, GRAVIR, Sylvie Dupic;, Photo library Council of Europe & CEB

Contents

Editorial by the Governor 3

Key dates in CEB's history 5

How our mission evolved 7

Loans/projects activity 9

Microloans: affordable financing for entrepreneurs 9

Financing housing for internally displaced persons in Bosnia and Herzegovina 11

Germany: investing in affordable housing 13

Supporting the voluntary sector in France 15

News 17

Project approvals at the end of March
The CEB and Adoma
Rolf Wenzel re-elected CEB Governor

CEB and EIB host MDB Private Sector Integrity meeting 19

Financial and risk management activities 21

CEB issuance as of 31 March

CEB update 23

Agenda: Major upcoming events
In brief
Publications



Rolf WENZEL

Édito du Gouverneur

Cher Lecteur,

Ce numéro de CEB Info marque le 60ème anniversaire de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe. Voilà six décennies, en effet, que la Banque a été créée afin de résoudre les problèmes sociaux liés aux réfugiés et personnes déplacées après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Depuis, l'Europe a connu de profonds changements. La CEB, elle aussi, a parcouru un long chemin pour devenir une banque multilatérale de développement à part entière, forte de ses 41 États membres et de nombreux projets sociaux d'importance à son actif.

Par malheur, l'Europe se retrouve, après toutes ces années, aux prises avec une grave crise des réfugiés, qui représente un défi majeur pour l'intégration européenne et la cohésion sociale.

La CEB, en tant qu'instrument de la solidarité européenne désormais bien établi, joue pleinement son rôle en aidant ses pays membres à faire face à cette crise par le biais de son Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF). Au-delà même de la gestion des situations d'urgence, la Banque s'attache à favoriser l'intégration sociale des migrants et des réfugiés dans leurs pays de destination.

Dans le même temps, la Banque apporte son soutien à des projets sociaux touchant d'autres domaines : accès des entrepreneurs à un financement abordable grâce au microcrédit, logement social en faveur de catégories de population vulnérables, aide aux personnes handicapées par l'intermédiaire du secteur associatif et protection de l'environnement. Vous pourrez découvrir dans ce numéro des exemples de projets financés par la CEB dans ces domaines.

Ces projets illustrent parfaitement la manière dont la CEB, au travers de ses actions, donne un sens bien réel à son mandat depuis 1956 : 60 années de solidarité européenne, 60 années à améliorer les conditions de vie des plus démunis, 60 années d'action concertée pour bâtir une Europe meilleure.

Editorial by the Governor

Dear Reader,

This issue of CEB Info marks the 60th anniversary of the Council of Europe Development Bank. It has been six decades since the Bank was established to tackle the social problems related to refugees and displaced persons after the end of World War II.

During this time, Europe has undergone profound changes. The CEB, too, has come a long way, evolving into a fully-fledged multilateral development bank with 41 member countries and a number of important social projects under its belt.

It is unfortunate that, all these decades later, Europe has found itself again in the midst of a serious refugee crisis posing major challenges to European integration and social cohesion.

The CEB, by now a well-established instrument of European solidarity, has been playing its part in helping its member countries address the continuing migrant and refugee crisis, through its Migrant and Refugee Fund (MRF). Beyond dealing with emergency situations, though, the Bank is also working to foster the social integration of migrants and refugees into the society of destination countries.

And it is doing so in addition to supporting social projects in other areas: access to affordable financing for entrepreneurs through microloans; social housing for vulnerable population groups; aid to persons with disabilities through support of the voluntary sector; and protection of the environment. In this volume, you will find examples of CEB-financed projects in these areas.

These demonstrate the way in which the Bank's activities have been giving real meaning to its social mandate since 1956: 60 years of European solidarity; 60 years of improving the living conditions of those most in need; 60 years of concerted action to build a better Europe.

Dates clés dans l'histoire de la CEB

1956

Création de la CEB sous forme d'un Fonds de Réétablissement, dont la mission est de contribuer au financement de projets de réinstallation des réfugiés de la Seconde Guerre mondiale et de l'après-guerre.



1993

Le sommet de Vienne ouvre la voie à la vague d'adhésions de nouveaux pays membres d'Europe centrale et orientale puis d'Europe du Sud-Est.

1997

Le sommet de Strasbourg élargit le mandat de la CEB, qui couvre désormais, outre les priorités définies dans son Statut, le renforcement de la cohésion sociale.



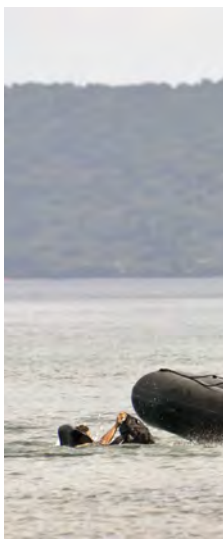


2005

Le sommet de Varsovie invite la CEB à contribuer par ses moyens d'intervention propres au développement d'une société européenne libre, démocratique et plus inclusive.

2015

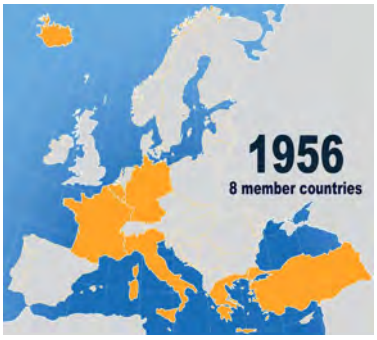
Face à l'afflux sans précédent de migrants et de réfugiés que connaît l'Europe – le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale, la CEB instaure un Fonds pour les migrants et les réfugiés.



Key dates in CEB's history

1956

The CEB was created in the form of a Resettlement Fund to contribute to financing projects for the resettlement of refugees from World War II and its aftermath.





1993

The Vienna Summit signalled a wave of new member countries from Central, Eastern and then South-Eastern Europe.

1997

The Strasbourg Summit widened the CEB's mandate to include strengthening social cohesion, alongside the statutory priorities set out in its Articles of Agreement.

2005

The Warsaw Summit invited the CEB to contribute in its own way to the development of a free, democratic and more inclusive European society.



2015

In the wake of the biggest influx of migrants and refugees into Europe since WWII, the CEB established its Migrant and Refugee Fund.

Évolution de notre mission

Années 1950

Afin d'agir là où les besoins sont les plus aigus, les financements de la CEB ciblent en priorité quatre pays : l'Allemagne, qui sort détruite de la guerre et fait face à l'arrivée de millions de réfugiés venus d'Europe de l'Est ; la Grèce, l'Italie et la Turquie qui, de leur côté, sont également confrontées à des vagues récurrentes de réfugiés, et doivent en outre gérer les flux migratoires internes vers les zones urbaines. Au cours de cette période, la majorité des projets de la CEB concernent essentiellement la construction de logements, afin de pallier la pénurie que connaît toute l'Europe.

Années 1960

Les économies d'Europe occidentale, florissantes mais en manque de main-d'œuvre, attirent des vagues continues de migrants venus pour la plupart du sud du continent. Parallèlement, dans des pays comme l'Italie, alors en pleine industrialisation, les migrations internes provoquent des problèmes de logement et déséquilibrent le développement régional.

Au cours de cette décennie, la CEB s'efforce en priorité de fournir aux migrants les compétences nécessaires à leur entrée sur le marché du travail et de les aider à s'établir. En sus de la composante logement, qui représente traditionnellement une part importante de ses activités, la Banque investit massivement dans la formation professionnelle. Les projets financés ont également pour objectif d'accompagner les changements structurels économiques, en favorisant les transferts de main-d'œuvre entre les zones rurales et urbaines.

Années 1970

Les années 1970 marquent une période difficile pour l'Europe, qui fait face au ralentissement de la croissance et à la hausse du chômage. Les pays ont du mal à financer les investissements sociaux et se tournent de plus en plus vers la CEB. Six nouveaux pays rejoignent l'organisation à cette époque.

La CEB met la priorité sur les projets visant à lutter contre le chômage par le biais de la formation professionnelle, suivis des politiques de développement rural visant à freiner l'émigration et l'exode rural. À cette époque, la CEB finance en outre des opérations complètes de rénovation urbaine à Ankara, Istanbul et La Valette, entre autres, afin d'éliminer les bidonvilles.

Années 1980

Le deuxième choc pétrolier entraîne une nouvelle période de récession et d'inflation en Europe, alors même que le taux de chômage demeure très élevé, en particulier chez les jeunes. La dégradation de la situation économique pousse les pays à limiter l'immigration, qui était auparavant encouragée, tandis que certains des migrants déjà sur place peinent à trouver un emploi.

Consciente de la nécessité d'accompagner le retour volontaire dans leur pays d'origine, la CEB finance des projets visant à faciliter la réinstallation des migrants, qui reposent sur la formation professionnelle, le soutien au logement et l'aide aux petites et moyennes entreprises. Par ailleurs, plusieurs projets apportent un appui aux jeunes démocraties instaurées en Espagne, en Grèce et au Portugal.

Années 1990

La chute du Mur de Berlin permet de concrétiser le projet à l'origine de la CEB : la construction d'une Europe unifiée, démocratique et solidaire. La Banque relève le défi que représente la réunification du continent en rénovant ses méthodes de travail, afin de soutenir au mieux ses nouveaux membres venus d'Europe centrale et orientale.

En 1997, la CEB recentre sa mission autour du renforcement de la cohésion sociale au sein du continent, reconnaissant de ce fait une nouvelle réalité européenne. En outre, la gestion de l'environnement devient, pour la première fois, l'une des priorités de la Banque.

Années 2000

Le soutien aux pays d'Europe centrale et orientale en transition et la réinstallation des réfugiés fuyant les guerres de l'ex-Yougoslavie figurent au premier rang des priorités de la CEB au cours de cette période. Ces dernières comptent également le financement d'infrastructures publiques, notamment en matière de santé et d'éducation, et l'assistance aux victimes de catastrophes naturelles.

Afin de favoriser la solidarité entre ses membres, la CEB met en place un groupe de pays cibles, qui représente alors moins d'un cinquième du capital souscrit de la Banque.

How our mission evolved

1950s

Acting where the needs were most acute, the CEB focused its funding on four countries: Germany, which, having suffered substantial destruction during the war, was grappling with the influx of millions of refugees from Eastern Europe; Italy, Greece, and Turkey, which, in their turn, were facing recurrent waves of refugees while also having to deal with internal migration into urban areas. The majority of CEB projects during this period essentially involved the construction of housing at a time when it was in short supply throughout Europe.

1960s

Booming Western European economies in need of labour attracted steady streams of migrants, mostly from the south of the continent.

Equipping migrants with the necessary job market skills and helping them settle were among the priorities for the CEB during this decade. In addition to the traditionally strong housing component of its project portfolio, the CEB invested significantly in vocational training. Financed projects were also aimed at accompanying structural changes in the economy by facilitating the transfer of workers between rural and urban areas.

1970s

In the 1970s, Europe faced a difficult time on account of a slowdown in growth and rising unemployment. As countries struggled to finance social investments, they increasingly turned to the CEB. Six new countries joined the organisation during this period.

For the CEB, projects aimed at fighting unemployment through vocational training were a priority, followed by rural development projects aimed at curbing emigration and rural exodus. During this period, the CEB also funded comprehensive urban renewal operations to eliminate areas of slum housing – in Ankara, Istanbul, and Valetta, to name but a few.

1980s

The second oil crisis ushered in a period of renewed inflation and economic slump in Europe. At the same time, high rates of unemployment persisted, particularly among the young. In this deteriorating economic situation, countries began restricting immigration, while some of the existing migrants struggled to find work.

Recognising that migrants needed help in order to voluntarily return to their countries of origin, the CEB funded projects aimed at facilitating migrant resettlement through vocational training, housing support and assistance to small and medium-sized businesses. A large number of projects were also financed in support of the fledgling democracies in Portugal, Spain and Greece.

1990s

The fall of the Berlin Wall made it possible to carry out the project for which the CEB had been created – the construction of a unified, democratic, solidarity-based Europe. The CEB took up the challenges posed by reunification, renewing its working methods in order to best be able to provide support to its new members from Central and Eastern Europe.

In 1997, the CEB's mission was refocused under the umbrella of supporting social cohesion in Europe. For the first time, managing the environment became one of the CEB's priorities.

2000s

Support to the transition countries of Central and Eastern Europe and the resettlement of refugees from the wars in former Yugoslavia dominated the CEB's agenda during this decade. However, funding public infrastructure, including health and education, and aiding victims of natural disasters were also among its priority projects.

To enhance solidarity between its members, the CEB created a group of target countries which, at the time, represented less than one fifth of the Bank's subscribed capital.



Microcrédit : un financement accessible aux entrepreneurs

Nohemi Godeau-Moreno met sa cuisine maison péruvienne sur la scène culinaire Bruxelloise.



Cette jeune femme de 49 ans, qui a travaillé dans la restauration dans son Pérou natal, s'est démenée pour trouver et garder un emploi en Belgique où elle a émigré avec son mari. Le micro-prêt de 8 000 euros qu'elle a obtenu auprès de microStart lui a permis de réaliser son rêve et d'ouvrir son propre restaurant, le Machu Picchu El Huarique.

Nohemi est l'une des bénéficiaires de microStart, une institution de premier plan spécialisée dans le micro-crédit en Belgique et en Europe. Fondée par Adie, BNP Paribas Fortis et le Fonds européen d'investissement, microStart a déjà bénéficié à près de 2 000 entrepreneurs, la plupart d'entre eux étant des chômeurs et des migrants. Ces micro-prêts, de 7 500 euros en moyenne, ont été intégralement remboursés.

Avec un prêt de 6 millions d'euros, la CEB soutient microStart dans son action. 1 000 à 1 200 micro-crédits devraient être alloués par an. Les bénéficiaires sont des autoentrepreneurs, pour la plupart au chômage et âgés de 30 à 40 ans. De 150 à 200 bénévoles procurent en permanence une assistance technique aux clients de microStart et organisent gratuitement des séances de formation en groupes, des réunions d'experts et des encadrements individuels.

Nohemi bénéficiait de l'aide sociale lorsqu'elle a déposé sa demande de micro-crédit. Elle avait travaillé en tant qu'apprentie dans les cuisines de l'hôtel Conrad mais avait été licenciée suite à des mesures de réduction de personnel sans pouvoir retrouver un travail par la suite. Dans sa situation, il lui était impossible de passer par le réseau classique bancaire afin d'obtenir un prêt.

L'exclusion du système bancaire est un obstacle majeur pour monter une société et c'est une réalité qui touche d'abord et avant tout les personnes pauvres ou marginalisées. Alors qu'il existe un réseau bancaire dense et compétent, beaucoup d'entreprises n'ont pas accès aux services financiers.

La capacité du système bancaire à se mettre à la portée des MPME et à leur être utile est cruciale pour le développement économique. Le prêt de la CEB à microStart permettra aux entrepreneurs comme Nohemi d'obtenir un financement adapté à leurs besoins.

Microloans: affordable financing for entrepreneurs

Nohemi Godeau-Moreno brought home-cooked Peruvian food to the Brussels dining scene.

49-year-old Nohemi Godeau-Moreno used to work in the restaurant business in her native Peru, but struggled to find and keep employment in Belgium, where she immigrated with her husband. The € 8 000 micro-loan from microStart was what it took to realise her dream and open her own restaurant, Machu Picchu El Huarique.

Godeau-Moreno is one of the beneficiaries of microStart, a leading microcredit institution in Belgium and in Europe. Founded by Adie, BNP Paribas Fortis and the European Investment Fund, microStart has financed nearly 2 000 entrepreneurs, mostly unemployed and migrants. The microloans, with an average value of € 7 500, are always successfully repaid.

The CEB is supporting microStart with a € 6 million loan. It is expected that between 1 000 and 1 200 micro credits will be approved per year. The beneficiaries are self-entrepreneurs, many of them unemployed, aged between 30 and 40 years. Some 150-200 volunteers provide permanent technical assistance to microStart's clients and organise group training sessions, expert meetings and individual coaching for free.

Godeau-Moreno had been on welfare when she applied for a micro-loan. She used to work as a kitchen apprentice at the Hotel Conrad, but was laid off as part of staff reduction measures and unable to find work after that. Given her situation, she was unable to obtain a loan through regular banking channels.

Exclusion from banking services is a major obstacle to the launch of new business activities and is mainly concentrated among the poor and socially marginalised. Many small businesses lack access to financial services in spite of a dense and competent banking network.

The ability of the banking system to reach and serve MSMEs is crucial to economic improvement. The CEB's loan to microStart will make it possible for entrepreneurs like Godeau-Moreno to obtain financing adapted to their needs.



Financer un toit pour les "exilés de l'intérieur" en Bosnie-Herzégovine

Vingt ans après la fin de la guerre, 138 000 personnes en Bosnie-Herzégovine n'ont toujours pas pu regagner leur domicile. Le prêt de 60 millions d'euros accordé par la CEB servira à offrir un logement permanent à ceux qui vivent dans des centres d'hébergement collectif.

Melisa Osmic est née en 2006, plus de dix ans après la fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine, dans le camp de Mihatovici, un centre d'hébergement collectif temporaire situé près de la ville de Tuzla. Six ans plus tard naissait Samir, son frère. Leurs parents, Mevludin et Samira, ont été déplacés à l'intérieur de leur propre pays en 1995. La maison familiale ayant été détruite, ils n'ont nulle part où aller.

Au cours de la guerre qui a fait rage en Bosnie-Herzégovine de 1992 à 1995, près de la moitié des habitants du pays ont dû quitter leur habitation. Le secteur du logement a été dévasté : 40% du parc immobilier a été détruit ou dégradé. Plus de 20 ans après la fin de la guerre, 138 000 personnes déplacées n'ont toujours pas pu regagner leur domicile.

Mevludin et Samira Osmic sont tous deux sans emploi. Mevludin élève des chèvres et gagne un peu d'argent en vendant du lait et de la viande. Samira fait toutes sortes de petits travaux pour compléter les maigres revenus du foyer. Cette famille de quatre personnes vit dans 30 m^2.

Le chômage est l'une des raisons principales pour lesquelles certaines personnes vivent encore dans des centres d'hébergement collectif. D'autres y ont été contraintes par leur âge avancé ou leur santé déclinante, liée notamment à un handicap ou une maladie chronique.

C'est le cas de Slava Bartula, une cinquantenaire aveugle qui vit depuis dix ans dans le centre d'hébergement collectif de Podromanija. Elle partage son domicile avec Mira Krsmanovic (53 ans), qui est malentendante et souffre d'un handicap mental. Beaucoup de personnes comme elles étaient dépendantes de services sociaux qui ont été interrompus par le conflit et n'ont pas été rétablis durant la reconstruction d'après-guerre.

La CEB finance des logements sociaux

En 2013, la CEB a approuvé un prêt de 60 millions d'euros en faveur de la Bosnie-Herzégovine destiné à construire ou rénover des logements pour au moins 7 200 personnes vivant encore dans des centres d'hébergement collectifs ou dans d'autres formes d'habitation temporaire dans tout le pays.

Deux types d'habitation seront proposés : des logements sociaux (appartements) et des unités d'hébergement avec services d'assistance au sein d'institutions de protection sociale, notamment des centres de gériatrie et de soins psychiatriques.

Chaque personne déplacée à l'intérieur des frontières recevra un nouveau logement permanent et les personnes handicapées recevront l'assistance nécessaire.

La collaboration entre la CEB et la Bosnie-Herzégovine n'est pas nouvelle ; elle date de 1996, année où la Banque a financé la mise en œuvre d'une aide médicale d'urgence (appareils orthopédiques entre autres) en faveur des victimes de la guerre.

Le projet complète le Programme régional de logement qui cible en priorité les rapatriés et les réfugiés les plus vulnérables qui ne disposent pas d'une solution d'hébergement durable.



Financing housing for internally displaced persons in Bosnia and Herzegovina

Twenty years after the war 138,000 people in Bosnia and Herzegovina have not yet returned home. The CEB's € 60 million loan will fund permanent housing for residents of collective centres.



In 2006, more than ten years after the end of the war in Bosnia and Herzegovina, Melisa Osmic was born in the temporary collective centre Mihatovici, near the town of Tuzla. Her brother Samir was born six years later. Their parents, Mevludin and Samira, have been internally displaced since 1995. With their childhood homes destroyed, the have nowhere to go.

During the 1992-1995 war in Bosnia and Herzegovina, almost half the country's population were forced to leave their homes. The housing sector was ravaged, with 40% of all the housing stock destroyed or damaged. More than twenty years after the end of the war, there are still 138 000 displaced persons (IDPs) who have not returned to their homes.

Mevludin and Samira Osmic are both unemployed. Mevludin raises goats and earns a little bit of money selling milk and meat. Samira does odd jobs to supplement the family's meagre income. The four of them live in 30 sqm.

Unemployment is one of the main reasons why some residents still live in collective centres. Others are there due to their age and deteriorating health, including disabilities and chronic illness.

This is the case of Slava Bartula, a blind 50-year-old who has been living in the collective centre Podromanija for ten years. She shares her abode with Mira Krsmanovic (53) who is hearing impaired and has an intellectual disability. Residents such as these require access to social services that were disrupted by war and remained unavailable in the post-war reconstruction.

The CEB finances social housing

In 2013, the CEB approved a € 60 million loan to Bosnia and Herzegovina to provide new or refurbished housing units for at least 7 200 people still living in collective centres and other temporary accommodation throughout the country.

Two types of housing units will be provided: social housing apartments and assisted living in social protection institutions, especially geriatric centres and psychiatric care.

Each internally displaced person would be provided with a new permanent apartment while assistance will be made available to the disabled.

The CEB has a long history of collaboration with Bosnia and Herzegovina, dating back to 1996 when the Bank funded the provision of emergency medical aid, such as orthopaedic devices, to the victims of war.

The project complements the Regional Housing Programme, which primarily targets vulnerable returnees and refugees without any durable housing solution.

Allemagne : investir dans le logement abordable

La CEB œuvre aux côtés de l'État fédéral de la Hesse pour augmenter le parc de logements sociaux en faveur de catégories vulnérables, dont les migrants.

Malgré la vigueur de l'économie allemande, certaines municipalités fragiles sur le plan financier ont récemment accumulé un retard d'investissement considérable en matière d'infrastructures publiques locales. De surcroît, l'Allemagne ayant accepté près d'un million de réfugiés et de migrants en 2015, plus que tout autre pays de l'Union européenne, les difficultés rencontrées par les collectivités locales se sont multipliées.

Face à cette situation alarmante et afin de relever les défis engendrés par les flux de réfugiés, l'Allemagne a lancé un programme d'investissement destiné à soutenir ces municipalités fragiles financièrement. Ce plan prévoit ainsi une aide supplémentaire pour celles qui ont ouvert des ouvert des centres d'accueil.

Afin de redynamiser l'investissement public dans les villes et de renforcer l'incidence du programme d'investissement fédéral, la Hesse a inauguré en septembre 2015 un programme d'investissement complémentaire à l'échelle du Land : le Kommunalinvestitionsprogramm des Landes Hessen (KIP – programme d'investissement municipal de l'État fédéral de la Hesse). Le KIP s'articule autour de trois axes majeurs : (1) les infrastructures municipales, particulièrement les établissements scolaires, le transport et les technologies de communication, (2) le logement social et (3) les hôpitaux.

La CEB investit dans des logements abordables

Le prêt de € 230 millions accordé par la CEB à l'appui du KIP complétera les investissements en faveur de logements sociaux locatifs adaptés aux personnes à bas revenus. Il permettra de financer la construction, la rénovation, la réhabilitation et la reconversion de bâtiments et des infrastructures associées.

Pour ce qui est des chantiers de rénovation, le KIP veillera à ce que les logements répondent à des "conditions de vie appropriées", tout en offrant des avantages supplémentaires liés à l'amélioration de l'efficacité énergétique et de la durabilité grâce à la modernisation des systèmes de chauffage et d'isolation thermique.

L'accès à des logements abordables reste l'une des priorités majeures des autorités de la Hesse, qui connaît actuellement une réduction de son parc de logements sociaux locatifs, et de sa responsabilité sociale. Le fait qu'un grand nombre d'immeubles arrivent au terme de leur durée locative légale,



tandis que d'autres, plus anciens, ne respectent plus les normes relatives aux conditions de vie, explique cette tendance.

Les bénéficiaires finaux sont des ménages dont l'accès au marché privé du logement est difficile. Il s'agit souvent de familles de migrants ou de réfugiés, de personnes handicapées, âgées, sans emploi ou bénéficiant d'aides sociales. En 2015, 80 000 réfugiés sont arrivés dans l'État fédéral de la Hesse, contre 17 000 en 2014.

Projets en Allemagne

Ces dernières années, la CEB a financé, en partenariat avec NRW.BANK, la banque publique de l'État fédéral de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, deux programmes dans le secteur du logement pour les personnes à bas revenus, qui prévoient notamment la conversion de bâtiments en logements sociaux.

WIBank, la banque de développement de l'État de la Hesse, et la CEB ont uni leurs efforts avec succès dans le cadre d'un prêt de € 250 millions pour la construction, la rénovation et la modernisation d'établissements scolaires dans cette région.

Germany: investing in affordable housing

The CEB is working with the Federal State of Hesse to increase the social housing stock for the benefit of vulnerable groups, including migrants.

Despite a robust economy, a number of financially weak municipalities in Germany have accumulated massive backlogs of capital investment in local public infrastructure in recent years. In addition, Germany accepted nearly 1 million refugees and migrants in 2015, more than any other European Union country, bringing additional challenges for local communities.

Against this backdrop and to address the challenges related to the large influx of refugees, Germany launched an investment programme to support financially weak municipalities, while those operating reception centres for refugees are eligible for increased support.

To reinvigorate public investment at municipal level and to reinforce the impact of the federal investment programme, in September 2015 Hesse launched a complementary state level investment programme, the Kommunalinvestitionsprogramm des Landes Hessen (KIP). KIP is structured around three main components: (1) municipal infrastructure in particular educational facilities, transportation and communication technology (2) social housing and (3) hospitals.

The CEB invests in affordable housing

The CEB's € 230 million loan to support KIP will promote rented social housing investments in Hesse aimed at providing appropriate dwellings for low-income persons. It will fund the construction, renovation, refurbishing and conversion of buildings and related infrastructure for rented social housing.

In the case of renovation, KIP will ensure that the accommodation comes up to "appropriate living standards" and brings additional benefits through the upgrading of heating systems and thermal insulation to improve energy efficiency and sustainability.

The promotion of affordable housing remains a key priority and social responsibility for the government of Hesse, which is experiencing a decline in the social rented housing stock. This trend is due to the large number of units reaching the end of their legally capped rent period, while some older dwellings no longer meet living standard requirements.

The final beneficiaries are households that have problems accessing the free market. This often concerns families with migrant or refugee backgrounds, persons with disabilities, the elderly, the unemployed, and people on welfare. In 2015, 80 000 refugees arrived in the Federal State of Hesse, compared to 17 000 in 2014.

Projects in Germany

In recent years the CEB has financed two programmes in the sector of Housing for low-income persons with NRW.BANK, the public bank of the Federal State of North-Rhine Westphalia. Both projects involve the conversion of buildings into social housing.

WIBank, the development bank of the State of Hesse, and the CEB successfully cooperated on a € 250 million loan for the construction, renovation and modernisation of school buildings in the State of Hesse.



Aider le secteur associatif en France



Le prêt accordé par la CEB au Crédit Coopératif garantit aux personnes handicapées et à d'autres groupes vulnérables l'accès à des services vitaux.

En France, le secteur associatif fait partie intégrante de l'économie solidaire et joue un rôle déterminant dans le domaine médico-social et éducatif. La majorité des acteurs appartenant à ce secteur sont appelés Organismes d'intérêt général (OIG), et prennent souvent la forme juridique d'associations.

Ces OIG sont indispensables au maintien de la cohésion sociale. Dans le domaine médico-social, quelque 35 000 institutions à but non lucratif fournissent des services à des personnes handicapées et en difficulté, à tous les âges de la vie.

À titre d'exemple, depuis sa création en 1972, l'OIG GRAVIR (Groupement d'accueil et de vie en institution rurale) gère un centre médico-social dans la commune de Diusse (France). Chaque jour, dans le cadre de sa politique de service d'aide par le travail (ESAT), l'institution reçoit des adultes handicapés, orientés vers elle par la Maison Départementale pour Personnes Handicapées.

L'ESAT permet aux personnes handicapées de travailler au sein d'environnements protégés, une option vitale pour ceux dont l'autonomie restreinte ne permet pas d'exercer une activité dans un contexte ordinaire. GRAVIR propose des activités rurales et artisanales variées : agriculture, jardinage, maçonnerie et travaux manuels.

En 2012, GRAVIR et le bureau local du logement ont construit un bâtiment permettant d'accueillir des personnes handicapées à la fois jeunes et âgées, afin de poursuivre le service d'aide par le travail. Les fonds accordés par la CEB via le Crédit Coopératif ont rendu possible le financement de l'extension et de la rénovation des trois unités de la résidence.

Contraction du financement public

La réduction continue du volume des subventions accordées par les autorités centrales aux collectivités locales, tout au long de ces dix dernières années, se fait directement sentir sur le secteur du associatif. Entre 2005 et 2014, ce dernier a vu ses subventions fondre d'environ 17% et il risque de perdre 30% du financement public d'ici 2017. Au cours de la même période, les dons et les parrainages ont reculé de 5%. De ce fait, beaucoup d'OIG éprouvent des difficultés à assurer la continuité de leurs activités et à concrétiser leurs projets d'investissement.

Le soutien accordé par la CEB à l'économie solidaire

Consciente de l'importance de soutenir activement les organismes d'intérêt public, la CEB a approuvé depuis 2007 un financement total de € 500 millions en faveur du Crédit Coopératif. Les fonds ont été affectés à des projets d'infrastructures publiques visant à améliorer la qualité de vie en zone rurale et urbaine, la santé, l'éducation et la protection de l'environnement en France.

En novembre 2015, la CEB a approuvé un nouveau crédit de € 100 millions à destination du Crédit Coopératif pour lui permettre d'accroître ses ressources à long terme. Les fonds serviront à appuyer des projets dans le domaine de la santé et de l'éducation ciblant des groupes vulnérables.

Le Crédit Coopératif est un acteur de premier plan dans l'économie sociale et solidaire française. Par l'intermédiaire de son réseau national de 70 agences, il finance des organisations à but non lucratif qui s'occupent de personnes précarisées du fait de leur situation économique, de leur handicap ou simplement de leur âge.

Supporting the voluntary sector in France

The CEB's loan to Crédit Coopératif ensures that vital services are provided to persons with disabilities and other vulnerable groups.

The voluntary sector in France forms an integral part of the solidarity-based economy and plays a decisive role in the medico-social and education fields. The majority of players in this sector are referred to as General Interest Organisations (*Organismes d'intérêt général* - OIG), often operating in the legal form of associations.

These OIGs are essential to maintaining social cohesion. In the medico-social field, about 35 000 non-profit institutions provide services to persons with disabilities and persons of all age groups experiencing difficulties : from toddlers, children and teenagers to adults and the elderly.

One example of such organisation is the OIG GRAVIR (*Groupement d'accueil et de vie en institution rurale*) which, since its foundation in 1972, has managed a medico-social centre in the municipality of Diusse, France. Every day, the institution receives adults with disabilities, referred to it by the *Maison Départementale pour Personnes Handicapées*, as part of the assistance-through-work scheme (ESAT).

ESAT allows persons with disabilities to work in protected environments, which is crucial for those without enough autonomy to be able to work in ordinary settings. GRAVIR proposes various types of rural or artisanal activities, including agriculture, gardening, masonry and craftwork.

In 2012, GRAVIR and the local housing office constructed a building to enable both young and elderly persons with disabilities to pursue assistance-through-work. Funding provided by the CEB through Crédit Coopératif made it possible to finance the extension and refurbishment of the three blocks of the residential home.

Public funding on the decline

The steady decline in central government grants to local authorities in the course of the last decade is having a direct impact on the voluntary sector. Between 2005 and 2014, the latter suffered a fall in grant aid of approximately 17% and is in danger of losing 30% of public funding between now and 2017. Over the same period, donations and patronage fell by 5%. As a result, many OIGs are confronted with difficulties in ensuring the continuity of their work and putting together their investment projects.

The CEB support the solidarity-based economy

Recognising the importance of actively supporting public interest entities, the CEB has granted a total of € 500 million in financing to Crédit Coopératif since 2007. The funds have been earmarked for public infrastructure projects aiming to improve the quality of life in urban and rural areas, health, education and environmental protection in France.



In November 2015 the CEB approved a new € 100 million loan to Crédit Coopératif to increase its long-term resources. The funds will be used to support projects in the fields of health and education for the benefit of vulnerable groups.

Crédit Coopératif is a major player in the French social and solidarity-based economy. Through its 70 branches across the country, it provides financing to non-profit organisations serving the needs of persons who are made vulnerable by their economic situation, disability or age.

Approbation de projets à fin mars

Au cours du premier trimestre 2016, le Conseil d'administration de la CEB a approuvé pas moins de 14 nouveaux prêts pour un montant cumulé d'environ € 1,7 milliard, soit plus du double du montant des approbations de l'an passé, sur la même période.

Allemagne : un prêt de 230 millions d'euros à WI Bank pour le financement d'investissements municipaux dans 447 communes du Land de Hesse.

Espagne : un prêt de 9 millions d'euros à CaixaBank destinés au financement de la construction du nouvel institut de recherche de l'hôpital Sant Pau à Barcelone. Par ailleurs, un prêt de 300 millions d'euros à Instituto de Crédito Oficial permettra de canaliser du financement vers les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) pour l'acquisition de locaux et d'équipements.

France : un prêt de 100 millions d'euros au Crédit Agricole S.A. afin de soutenir le secteur associatif qui joue un rôle important dans l'économie française. Un autre prêt, de 200 millions d'euros, à la Ville de Paris permettra de financer des investissements dans des infrastructures éducatives et dans des structures d'accueil pour les migrants et les réfugiés.

Géorgie : un prêt de 2,5 millions d'euros à LLC MFO Credo pour le financement des investissements entrepris par des MPME. De plus, un prêt de 14 millions d'euros au Gouvernement financera la réhabilitation des écoles publiques de Tbilissi.

Hongrie: un prêt de 49.1 millions d'euros au gouvernement pour financer en partie le Programme d'Infrastructures et d'Éducation hongrois.

Irlande : un prêt de 200 millions d'euros à Strategic Banking Corporation of Ireland (SBCI) afin de soutenir des PME qui représentent 70% des emplois du secteur privé.

Pays-Bas : un prêt de 100 millions d'euros à Coöperatieve Rabobank U.A. pour financer partiellement l'instrument de "prêt à visée sociale", dont le but est de faciliter l'accès des MPME au financement.

Pologne : un prêt de 800 millions de PLN (environ 186 millions d'euros) à la banque d'État Bank Gospodarstwa Krajowego (BGK) pour soutenir le secteur du logement locatif en Pologne. De plus, un prêt de 100 millions d'euros à Bank Zachodni WBK SA pour le financement des investissements des MPME afin de renforcer leur compétitivité et de contribuer à la création de nouveaux emplois. Enfin, un prêt de 150 millions d'euros à Bank PEKAO SA permettra de soutenir des investissements entrepris par les autorités locales dans la modernisation des infrastructures publiques urbaines et rurales ainsi que dans la protection de l'environnement.

Portugal : un prêt de 80 millions d'euros au Gouvernement par le biais de l'instrument de la CEB "Facilité européenne de cofinancement" (FCE), qui vise la revitalisation physique, économique et sociale des zones urbaines et la protection de l'environnement.

La CEB et Adoma

Le 21 mars, Rolf Wenzel, Gouverneur de la CEB, s'est rendu à Hoenheim (67) pour visiter, en compagnie d'André Yché, Président du directoire du groupe SNI, et de Jean-Paul Clément, Directeur général d'Adoma, la résidence Adoma "Le Ried" à l'occasion du démarrage des travaux de rénovation énergétique.

La visite s'est déroulée en présence du député André Schneider, de Mme l'ambassadeur Jocelyne Caballero, représentante permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe, de Syamak Agha Babaei, Vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg, des maires de Hoenheim et de Bischheim, ainsi que d'autres personnalités.

Il s'agit de la première opération issue de l'accord de coopération validé en septembre 2015 et signé en novembre dernier entre la CEB et Adoma, filiale du groupe SNI et premier bailleur du logement accompagné en France. Aux termes de cet accord, la CEB a accordé une ligne de crédit de € 100 millions à Adoma pour des investissements visant à offrir de nouvelles capacités ainsi que de meilleures conditions de logement, d'accueil et d'hébergement d'urgence en faveur des réfugiés et des demandeurs d'asile.



Rolf Wenzel réélu Gouverneur de la CEB

Rolf Wenzel a été réélu à l'unanimité Gouverneur de la CEB, par le Conseil de direction le 8 avril.

"Je suis très honoré d'avoir été reconduit dans mes fonctions par les pays membres de la CEB, huit jours seulement avant le 60ème anniversaire de la Banque. Je crois fermement à la vocation sociale de cette institution, qui a toute sa raison d'être en cette période difficile pour l'Europe. La réactivité de la Banque face à l'immense crise des réfugiés et des migrants illustre parfaitement la manière dont la CEB, au travers de ses actions, donne un sens bien réel à son mandat." a t-il déclaré.

Et il a ajouté : "Les réformes que j'ai engagées se sont attachées à rendre la CEB plus forte et plus efficace. Je me réjouis de poursuivre mon mandat dans la même optique pour faire en sorte que la Banque s'acquitte de sa mission sociale et aborde l'avenir en capacité de relever tout défi."

Project approvals at the end of March

During the first quarter of 2016, the CEB's Administrative Council approved no fewer than 14 new loans for an accumulated amount of around € 1.7 billion, representing more than double the amount of projects approved over the same period last year.

France: a € 100 million loan to Crédit Agricole S.A. to support the not-for-profit sector, which plays a crucial role in French economy. Also, a € 200 million loan to Ville de Paris for investments in education infrastructure and to finance the construction and renovation of reception centres for migrants and refugees.

Georgia: a € 2.5 million loan to LLC MFO Credo to finance the investments of micro, small and medium-sized enterprises (MSMEs). Also, a € 14 million loan to the Government to finance the rehabilitation of public schools in Tbilisi.

Germany: a € 230 million loan to WI Bank to finance municipal investments in 447 towns of the federal state of Hesse.

Hungary: a € 49.1 million loan to the Government to co-finance the Hungarian Infrastructure and Education Programme.

Ireland: a € 200 million loan to the Strategic Banking Corporation of Ireland (SBCI) to support SMEs, which represent 70% of jobs in the private sector.

Netherlands: a € 100 million loan to Coöperatieve Rabobank U.A. to partially fund its "Social Impact Loan" instrument, aiming to facilitate MSME access to financing.

Poland: a PLN 800 million loan (approx. € 186 million) to state-owned Bank Gospodarstwa Krajowego (BGK) in order to support the rented housing sector in Poland. Also, a € 100 million loan to Bank Zachodni WBK SA to finance the investments of MSMEs in order to help them enhance their competitiveness and support the creation of new jobs. In addition, a € 150 million loan to Bank PEKAO SA to support the investments of local authorities in the modernisation of urban and rural public infrastructure and the protection of the environment.

Portugal: a € 80 million loan to the Government through the CEB's EU Co-Financing Facility (ECF) in order to fund a programme aimed at the physical, economic and social regeneration of urban areas and the protection of the environment.

Spain: a € 9 million loan to CaixaBank to finance the construction of the new research institute of Sant Pau Hospital in Barcelona. In addition, a € 300 million loan to Instituto de Crédito Oficial to channel financing to MSMEs for the acquisition of premises and equipment.

Rolf Wenzel re-elected CEB Governor

Rolf Wenzel was unanimously re-elected Governor of the CEB by the Governing Board on 8 April.

"I am very honoured to have been entrusted by the CEB's member countries with a second term in office, just a week before the Bank completes its 60th year. I strongly believe in the social mandate of this institution, which is what makes it especially relevant at these challenging times for Europe. The proactive response of the CEB to the continuing migrant and refugee crisis is an excellent example of how the Bank's activities give real meaning to its mandate.", Governor Wenzel said.

And he added: "The reforms that I initiated have made the CEB stronger and more effective. I look forward to continuing my work in the same direction in order to ensure that the Bank fulfils its mission and heads into the future well-equipped to deal with any challenge."

The CEB and Adoma

On 21 March, Rolf Wenzel, Governor of the CEB, travelled to Hoenheim (67) where, together with André Yché, the Chair of the Board of Directors of the SNI Group and Jean-Paul Clément, Director General of Adoma, he visited the Adoma residential building "Le Ried" where substantial renovation work is being carried out.

Also present on the occasion of this visit were, André Schneider, Member of Parliament, Ambassador Jocelyne Caballero, Permanent Representative of France to the Council of Europe, Syamak Agha Babaei, Vice-President of the Strasbourg Europmétropole, the Mayors of Hoenheim, and Bischheim, and other well-known figures.

This is the first operation carried out under the cooperation agreement approved in September 2015 and signed in November 2016 between the CEB and Adoma, a subsidiary of the SNI Group and the leading landlord for supported housing in France. Under this agreement, the CEB has granted a loan of € 100 million to Adoma to finance investments aimed at providing additional housing capacity and improved housing conditions, reception facilities and emergency accommodation for refugees and asylum seekers.



Jocelyne Caballero, Rolf Wenzel and André Yché

La CEB et la BEI accueillent la réunion des banques multilatérales de développement sur l'intégrité dans le secteur privé

Les 14 et 15 mars, la Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB) et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont organisé conjointement, au siège de la CEB à Paris, la réunion annuelle des responsables de la conformité et de l'intégrité des banques multilatérales de développement (BMD).

Lors de cette réunion, des représentants de 14 BMD d'Europe, des Amériques, des Caraïbes, d'Asie et d'Afrique ont évoqué les dernières évolutions dans ce domaine, y compris l'audit préalable en matière d'intégrité dans le secteur privé et les opérations assorties de garanties non souveraines, le programme fiscal international et ses conséquences pour les opérations, ainsi que les meilleures pratiques visant à garantir un traitement cohérent des questions d'intégrité dans l'ensemble des BMD.

Lancée en 2010, cette manifestation réunit chaque année les services chargés des questions de conformité et d'intégrité au sein des BMD aux fins de favoriser l'échange d'informations, de mieux réagir aux questions de conformité et d'établir des contacts de travail plus étroits.

Dans son allocution d'ouverture, le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel a déclaré : "L'harmonisation de l'application et du suivi de l'intégrité dans toutes les régions s'avère essentielle pour renforcer la conformité et veiller à ce que nous continuions à lutter, sans relâche, contre les pratiques fiscales préjudiciables et la corruption. Des réunions comme celle-ci jouent un rôle important à cet égard et je suis ravi que la CEB accueille aujourd'hui des représentants des BMD venus du monde entier à l'occasion de l'édition de cette année."

"Les banques publiques internationales doivent non seulement faire preuve d'un engagement commun dans la lutte contre la corruption, l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, mais aussi s'appuyer constamment sur le partage de l'expérience technique, financière et réglementaire acquise dans divers secteurs et diverses régions du monde.

La Banque européenne d'investissement soutient fermement la volonté commune des principales banques multilatérales de développement du monde et d'autres partenaires financiers, et se réjouit d'organiser la réunion de cette année sur l'intégrité et la conformité, aux côtés de la Banque de développement du Conseil de l'Europe", a expliqué Jonathan Taylor, vice-président de la Banque européenne d'investissement.

L'OCCO est la principale unité organisationnelle de la CEB spécifiquement chargée de traiter les questions liées aux risques concernant la LBC/FT et le respect des obligations fiscales, l'intégrité et à la corruption. Sa mission est de promouvoir des normes éthiques et de protéger la Banque contre les risques financiers et réputationnels qui découlent du non-respect des normes et politiques de l'institution ; le bureau contribue ainsi de façon indépendante à l'efficacité de la gestion des risques de non-conformité. L'OCCO dispense ses conseils et son aide à la Direction générale et aux départements de la CEB, et joue à ce titre, un rôle consultatif interne important. Il évalue en permanence les risques de (non) conformité des projets et des transactions et protège les valeurs et la réputation de la Banque.



CEB and EIB host MDB Private Sector Integrity meeting

The Council of Europe Development Bank (CEB) and the European Investment Bank (EIB) co-hosted the annual meeting of the Heads of Compliance and Integrity Functions of Multilateral Development Banks (MDB) at CEB headquarters in Paris on 14-15 March.

Representatives from 14 MDBs in Europe, the Americas, the Caribbean, Asia and Africa discussed recent developments in the field, including integrity due diligence in the private sector and non-sovereign guaranteed operations, the international tax agenda and its implications for operations, and best practices for ensuring consistent treatment of integrity issues across MDBs.

Launched in 2010, the meeting has become an annual event involving the Compliance and Integrity Functions of MDBs. Its purpose is to foster exchanges of information, improve responsiveness to compliance issues, and establish closer working contacts.

In his opening address, Governor Rolf Wenzel said: "Harmonising integrity enforcement and monitoring across regions is crucial to strengthening compliance and ensuring that we remain relentless in our common fight against harmful tax practices and corruption. Meetings such as this are instrumental in that respect, and I am delighted that the CEB is welcoming today MDB representatives from all around the world for this year's annual conference."



"International public banks must not only demonstrate a shared commitment to fighting corruption, tax avoidance, money laundering and financing terrorism, but continually build on shared technical, financial and regulatory experience gained across different sectors and from around the world.

The European Investment Bank firmly shares this common resolve with the world's leading Multilateral Development Banks and other financial partners, and is pleased to jointly host this year's compliance and integrity meeting with the Council of Europe Development Bank. Increased and continual cooperation is essential to strengthen effective compliance and to step up our collective contribution to this crucial fight," said Jonathan Taylor, European Investment Bank Vice President.

OCCO is the principal organisational unit within the CEB that is specifically tasked to address AML/CFT and tax compliance risks, as well as integrity and corruption issues. OCCO's mission is to promote ethical standards and to protect the Bank from financial and reputational risks arising from the failure to comply with the Bank's standards and policies and contributes in an independent manner to the CEB's effective management of compliance risks. OCCO plays an important internal advisory role, providing advice and assistance to the CEB's top management and departments; it continuously evaluates compliance risks for projects and transactions and safeguards the Bank's values and reputation.

Émissions de la CEB au 31 mars

Depuis le début de l'année, la CEB a émis un montant total de EUR 1,7 milliard, soit 51% de l'autorisation d'emprunt pour 2016 qui s'élève à EUR 3,3 milliards. Les opérations de financement ont été assorties de swaps de couverture, qui annulent aussi bien le risque de taux que le risque de change.

La première émission de 2016, d'un montant de GBP 300 millions (environ EUR 401 millions selon le taux de change au jour de la transaction) avec échéance à mars 2019, a été effectuée en janvier. Elle a été suivie au cours du mois par une augmentation de EUR 250 millions de la ligne obligataire à échéance octobre 2022, et par une autre de GBP 100 millions (environ EUR 130 millions) de la ligne à échéance décembre 2019. L'encours total a ainsi été porté respectivement à EUR 1 milliard et GBP 400 millions. Au mois de mars, la CEB a procédé à une nouvelle émission de USD 1 milliard (environ EUR 908 millions) à cinq ans (voir plus bas).

Les fonds en GBP et en EUR ont été levés dans le cadre du programme EMTN, ceux en USD dans le cadre du programme global.

Nouvelle émission benchmark globale à cinq ans de la CEB pour un montant de USD 1 milliard

Le 9 mars dernier, la CEB a effectué une émission benchmark à cinq ans, sous un format global, enregistré auprès de la *Securities and Exchange Commission* (SEC), pour un montant d'USD 1 milliard.

À l'approche d'importantes réunions des banques centrales en Europe et aux États-Unis, la CEB a tiré parti d'une petite fenêtre d'émission et de la dynamique positive engagée à la suite de transactions récentes pour lancer son premier benchmark en dollars américains depuis mars 2015.

La transaction a été annoncée au marché à 12h00 (heure de Londres), le 8 mars, avec une indication de prix initiale de +42 points de base (pb) au-dessus du taux mid-swap. Les carnets d'ordres ont officiellement ouvert le mercredi 9 mars à 8h00 du matin (heure de Londres), avec confirmation de l'estimation du prix autour de +42 pb au-dessus du taux mid-swap.

Les investisseurs ont participé à l'émission tout au long de l'après-midi à Londres et de la soirée en Asie, les indications d'intérêt émanant principalement de la part des trésoriers de banques et des banques centrales.

En milieu de matinée à Londres, les indications d'intérêt dépassaient USD 900 millions, avec un spread final en ligne avec les prévisions.

Le carnet d'ordres définitif a dépassé USD 1 milliard, à raison de plus de 30 comptes impliqués et d'une distribution géographique diversifiée. Cette transaction témoigne de l'engagement de la CEB sur le marché du dollar américain. En effet, depuis 2010, la CEB a chaque année lancé une nouvelle émission benchmark en USD, sous format global à cinq ans.

Participation des investisseurs

Par zone géographique		Par type d'investisseurs	
Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA)	54%	Banques	69%
Amériques	34%	Banques centrales / Institutions officielles	20%
Asie	12%	Gérants de fonds et autres	11%

Résultats de l'exercice 2015

En millions d'euros (Normes IFRS)	2015	2014	Variation[1]
Encours des prêts	13 072	12 568	*+4,0%*
Projets approuvés dans l'année	2 301	2 065	*+11,4%*
Stock de projets	4 720	4 619	*+2,2%*
dont engagements signés dans l'année	2 235	1 551	*+44,1%*
Prêts décaissés dans l'année [2]	1 843	1 746	*+5,6%*
Dettes émises [2]	3 049	3 418	*-10,8%*
Total du bilan	25 116	25 545	*-1,7%*
Résultat	127,0	134,4	*-5,5%*

[1] Les variations sont calculées sur les chiffres en milliers d'euros
[2] La contrevaleur en euro au cours de change du jour de de la transaction

CEB issuance as of 31 March

Since the beginning of the year, the CEB has raised a total amount of EUR 1.7 billion, representing 51% of the 2016 borrowing authorisation of EUR 3.3 billion. The funding operations have been combined with hedging swaps, eliminating both the interest rate and currency risks.

The inaugural issue of 2016 was launched in January for an amount of GBP 300 million (approximately EUR 401 million based on the exchange rate at the time of issuance) with a maturity of March 2019. This was followed later in the month by a EUR 250 million increase of the October 2022 line, bringing the new total outstanding to EUR 1 billion, and a GBP 100 million (approximately EUR 130 million) increase of the December 2019 line bringing the new total outstanding to GBP 400 million. In March, the CEB priced a USD 1 billion (approximately EUR 908 million) issue with a maturity of March 2021 (see below).

The GBP and EUR funding was raised under CEB's EMTN Programme and the USD one under the Global Programme.

The CEB's new USD 1 billion 5-year Global benchmark transaction

On 9 March, the CEB priced a USD 1 billion 5-year SEC Registered Global benchmark.

Ahead of key central bank meetings in Europe and the United States, the CEB took advantage of a small issuance window and positive momentum from recent deals to launch its first US dollar benchmark since March 2015.

The transaction was announced to the market at noon London time on 8 March, with initial price thoughts of mid-swaps +42 area. Order books officially opened on Wednesday 9 March at 8:00 am London time, with price guidance affirmed at mid-swaps +42 area.

Investor response throughout the London afternoon and Asia overnight sessions was steady, with indications of interest led by bank treasuries and central banks.

Investor interest exceeded USD 900 million by mid London morning and at which point the final spread was set in line with guidance.

The final order book closed north of USD 1 billion with over 30 accounts involved, and well diversified geographically. The transaction demonstrates the CEB's commitment to the US dollar market, having issued a 5-year US dollar Global benchmark every year since 2010.

Investor participation

by Geography		by Investor Type	
EMEA	54%	Banks	69%
Americas	34%	Central Banks/Official Institutions	20%
Asia	12%	Fund Managers & Other	11%

2015 financial year results

In million euros (IFRS Accounting standards)	2015	2014	Variation[1]
Loans outstanding	13 072	12 568	+4.0%
Projects approved during the year	2 301	2 065	+11.4%
Stock of projects	4 720	4 619	+2.2%
of which commitments signed during the year	2 235	1 551	+44.1%
Loans disbursed during the year[2]	1 843	1 746	+5.6%
Issues[2]	3 049	3 418	-10.8%
Total assets	25 116	25 545	-1.7%
Net profit	127.0	134.4	-5.5%

[1] Variations are calculated with figures in thousands of euros
[2] The exchange value in euros with the exchange rate at the date of transaction

Agenda 2016

8 avril : Réunion du Conseil de direction de la CEB (Paris)

15-17 avril : FMI & Banque mondiale – Réunions de printemps (Washington DC)

3-5 mai : Banque asiatique de développement - Réunion annuelle (Francfort)

11-12 mai : BERD – Réunion annuelle (Londres)

25-29 mai : Banque africaine de développement – Réunion annuelle (Lusaca, Zambie)

17 juin : Réunion Commune de la CEB (Strasbourg)

Brèves

- La CEB s'est vu accorder la notation "Prime" de la part de l'agence de notation extra-financière *oekom research*, le 29 janvier 2016, ce qui qualifie les obligations émises par la CEB au plan social et environnemental auprès de la clientèle d'investisseurs d'*oekom research*.
- Le montant total des contributions souscrites au Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF) s'élève au 31 mars 2016 à € 18,1 millions, y compris le capital initial apporté par la CEB, dont la quasi-totalité a été effectivement versée. La Banque a également reçu des indications de plusieurs autres pays qu'ils vont ou envisagent de faire des contributions prochainement.

Publications



Rapport du Gouverneur 2015



Financing Sustainable Health
Infrastructure in CEB Target Countries
(Working paper)

Agenda 2016

8 April: Meeting of the CEB's Governing Board (Paris)

15-17 April: IMF & World Bank – Spring Meetings (Washington DC)

3-5 May: Asian Development Bank - Annual Meeting (Frankfurt)

11-12 May: EBRD – Annual Meeting (London)

25-29 May: African Development Bank – Annual Meetings (Lusaca, Zambia)

17 June: Joint Meeting of the CEB (Strasbourg)

In brief

- On 29 January 2016, the CEB was granted Prime rating by the extra-financial rating agency oekom research, which rates the bonds issued by the CEB according to social and environmental criteria for the intention of their investor clients.
- As at 31 March 2016, the total amount of contributions committed to the Migrant and Refugee Fund (MRF) stood at € 18.1 million, including the initial capital brought by the CEB, almost all of which has now been effectively paid in. The Bank has also received indications that several other countries will shortly be making contributions or are envisaging doing so.

Publications



2015 Report of the Governor

Financing Sustainable Health Infrastructure in CEB Target Countries
(Working paper)



CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE



A propos de la CEB …

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres, dont 22 pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est formant les pays cibles de la Banque.
Instrument majeur de la politique de solidarité sociale en Europe, elle finance des projets sociaux en mettant à leur service des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa signature. Elle accorde ainsi des prêts à ses États membres, à des institutions financières et à des collectivités locales, pour le financement de projets dans le domaine social, conformément à son Statut.

About the CEB …

Set up in 1956, the CEB (Council of Europe Development Bank) has 41 member states. 22 Central, Eastern and South Eastern European countries, forming the Bank's target countries, are listed among the member states.
As a major instrument of the policy of solidarity in Europe, the Bank finances social projects by making available resources raised in conditions reflecting the quality of its rating. It thus grants loans to its member states, to financial institutions and to local authorities for the financing of projects in the social sector, in accordance with its Articles of Agreement.

55 avenue Kléber • FR-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00 • Fax: +33 (0)1 47 55 03 38 • e-mail: info@coebank.org

www.coebank.org